

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 JUIN 1922.

**Proposition de loi portant modifications aux lois du 29 août 1919
sur le régime de l'alcool et concernant les débits de boissons fermentées.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La simple lecture du premier article de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool montre bien qu'elle est inconstitutionnelle.

De son application nous déduisons que, par son régime fiscal qui a porté les droits d'accises de 4 à 16 francs le litre, la taxe de sortie de 20 à 80 centimes, elle a accentué fortement, vu l'énorme augmentation, la diminution de la consommation qui avait commencé précédemment par l'application des majorations des droits en juin 1896, en 1903, en janvier 1913 et en juin 1913.

Ces diverses augmentations du prix avaient déjà, elles, fait baisser la moyenne de consommation de plus de 50 %.

Voilà la vraie cause de la diminution de la consommation d'alcool en Belgique, et, c'est à elle seule qu'il faut attribuer les améliorations qui ont pu se produire et qu'on relate volontiers dans de nombreuses statistiques faites souvent à l'exporte-pièces et pour les besoins de la cause.

Si le législateur de 1919 s'était contenté de cette simple mesure fiscale, nous n'aurions eu que des bienfaits à enregistrer. Malheureusement, la même loi prescrit une prohibition, elle interdit la vente des boissons spiritueuses dans les cafés, les hôtels, les restaurants, etc.

C'est cette malheureuse interdiction qui a déchaîné tout le mal. En effet, en portant une atteinte sérieuse à la liberté individuelle et à la liberté commerciale, elle a, comme toujours d'ailleurs, et surtout en Belgique, engendré le désir de révolte et d'insubordination.

Elle a privé d'une partie de leur gagne-pain environ 200,000 familles d'honnêtes commerçants et les a expropriés, sans indemnité d'un patrimoine qu'ils avaient créé par leur travail et leurs économies.

Elle a simplement changé le lieu de consommation en le transportant du café au sein de la famille où le père donne le mauvais exemple.

Elle a incité à une plus forte consommation par l'interdiction d'acheter moins de 2 litres à la fois ce qui d'ailleurs abaisse considérablement le prix de revient de la petite goutte.

Elle a augmenté la fraude aux frontières et fait naître de nombreuses distilleries clandestines qui ont introduit dans la consommation de grandes quantités de produits impurs et frelatés fort nuisibles à la santé et dont les droits échappent au trésor public.

Elle a fait condamner plus de 12,000 débitants à des peines dépassant presque toujours et de beaucoup l'importance de la faute commise.

Elle a développé sur une vaste échelle, l'usage, auparavant peu répandu dans notre pays, des narcotiques et des stupéfiants et cela au détriment de la santé publique.

Elle a donné une tournure vraiment méprisable aux procédés employés par les agents chargés de réprimer les fraudes et elle a créé autour d'eux toute une armée d'espions et de délateurs.

Et tout cela sans nécessité aucune pour atteindre le but poursuivi, puisque l'on ne vise que la diminution de consommation et que l'expérience a prouvé que c'est bien le prix qui la règle.

C'est d'ailleurs le prix le seul bon régulateur car on l'applique et on le change aisément, en hausse ou en baisse, et proportionnellement aux besoins constatés par les statistiques relatant les moyennes de consommation.

Son application ne porte pas d'atteinte à la liberté et n'entraîne aucune suite funeste. Il agit immédiatement et sûrement, l'expérience l'a prouvé.

Vu notre situation économique et la tendance marquée de diminution des ressources de chacun, le prix, sans changer actuellement, deviendra relativement plus fort dans l'avenir. Toutefois, afin de favoriser les communes, nous proposons de porter la taxe de sortie de 80 centimes à 2 francs le litre.

Une majoration plus forte équivaldrait à une prohibition. Or, nous voulons maintenir l'usage modéré du bon alcool. D'ailleurs, aucune autorité scientifique et médicale ne conteste que la consommation modérée de bonnes boissons spiritueuses ne peut qu'être favorable aux personnes saines et bien portantes et qu'elle rend de grands services en temps d'épidémie. Fort de cette considération qui prime toutes les autres, nous pouvons demander le maintien d'une importante industrie nationale et le rétablissement d'un commerce qui donne des moyens d'existence à plus d'un million de Belges.

Conséquemment, les modifications que nous proposons d'apporter aux deux lois du 29 août 1919 visent les points suivants :

1° Le rétablissement de l'autorisation de débiter des boissons spiritueuses dans les lieux publics ;

2° Le renforcement de la surveillance chez le producteur d'alcool, chez le fabricant de liqueurs et chez le débitant afin d'arriver à ne plus livrer à la consommation que des produits absolument purs, à faire disparaître totalement

ANNEXE AU N° 294.

Proposition de loi portant modifications aux lois du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool et concernant les débits de boissons fermentées.

Modifications proposées à la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.

CHAPITRE PREMIER.

Commerce et débit de l'alcool.

ARTICLE PREMIER.

La consommation, la vente et l'offre de boissons spiritueuses sont interdites sur la voie publique, dans les chantiers de travail et dans les locaux où se fait le paiement des salaires.

ART. 2.

§ 1^{er}. — On entend par boissons spiritueuses, toutes les boissons formées d'alcool de distillation ou contenant de l'alcool de l'espèce en quelque quantité que ce soit, telles que eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers et autres produits analogues.

§ 2. — Ne sont pas considérés comme boissons spiritueuses, les produits de la fermentation alcoolique de jus naturels de fruits :

a) Vins de toutes espèces dont le degré alcoolique ne dépasse pas 21 degrés de l'alcomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades ;

b) Cidres, poirés, ainsi que l'hydromel pour autant que leur degré alcoolique

BIJLAGE VAN N° 294.

Wetsvoorstel tot wijziging der wetten van 29 Augustus 1919 op de regeling van het alcoholbedrijf en betreffende de slijterijen van gegiste dranken.

Voorgestelde wijzigingen in de wet van 29 Augustus 1919 tot regeling van het alcoholbedrijf.

EERSTE HOOFDSTUK.

Handel in en verkoop van alcohol.

EERSTE ARTIKEL.

Verbruik, verkoop en aanbidding van sterke dranken worden verboden op den openbaren weg, in de werkplaatsen en in de lokalen waar de loonen worden betaald.

ART. 2.

§ 1. — Onder sterke dranken worden verstaan alle dranken samengesteld uit gedistilleerden alcohol of bevattende eenigerlei hoeveelheid soortgelijke alcohol, zooals brandewijn, elixirs, likeuren, bitters en andere soortgelijke producten.

§ 2. — Onder sterke dranken worden niet verstaan de producten der alcoholgisting van natuurlijke vruchtensappen ;

a) Allerlei wijn, waarvan het alcoholgehalte niet hooger is dan 21 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer ;

b) Cider, perendrank, evenals mede, voor zooveel hun alcoholgehalte niet

que ne dépasse pas 15 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Les producteurs d'alcool ne peuvent vendre leur alcool de bouche en fûts, qu'aux fabricants de liqueurs et aux négociants y assimilés.

§ 2. — Les distillateurs-fabricants de liqueurs et les négociants y assimilés sont autorisés à importer des boissons spiritueuses en cercles et en bouteilles.

Les débitants de boissons et les particuliers ne peuvent importer des boissons spiritueuses qu'en flacons d'une contenance maximum de 1 litre $\frac{1}{4}$.

§ 3. — Les fabricants de liqueurs et les négociants y assimilés ne peuvent vendre aux débitants de boissons et aux particuliers, les boissons spiritueuses belges ou étrangères qu'en flacons d'une contenance maximum de 1 litre $\frac{1}{4}$, capsulés et étiquetés à leur firme ou à la firme d'origine, suivant les formes qui seront déterminées par arrêté royal.

§ 4. — Les débitants de boissons ne peuvent acquérir et détenir dans leurs établissements que des flacons d'une contenance maximum de 1 litre $\frac{1}{4}$, capsulés et étiquetés à une firme connue belge ou étrangère.

§ 5. — Les débitants de boissons doivent conserver, classés par ordre de dates, tous les documents ayant servi au transport des boissons spiritueuses qu'ils ont reçues.

Ils sont également obligés de tenir un registre spécial dans lequel ils inscriront, par ordre de dates, toutes les réceptions de boissons spiritueuses en y indiquant

hooger is dan 15 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 3.

§ 1. — De alcoholfabrikanten mogen hunnen drinkalcohol op fust verkoopen alleen aan likeurfabrikanten en aan de met dezen gelijkgestelde handelaars.

§ 2. — Aan de stokers-likeurfabrikanten en aan de met dezen gelijkgestelde handelaars is het toegelaten, sterke dranken op fust en op flesschen in te voeren.

De drankslijters en de particulieren mogen sterke dranken alleen in flacons van ten hoogste 1 $\frac{1}{4}$ liter invoeren.

§ 3. — De likeurfabrikanten en de met dezen gelijkgestelde handelaars mogen de Belgische of buitenlandsche sterke dranken aan de drankslijters en particulieren alleen verkoopen in flacons van ten hoogste 1 liter $\frac{1}{4}$, voorzien van eene capsule en van de etikette hunner firma of der firma van herkomst, op de wijzen bij Koninklijk besluit te bepalen.

§ 4. — De drankslijters mogen alleen flacons van ten hoogste 1 liter $\frac{1}{4}$, voorzien van eene capsule en van de etikette eener bekende Belgische of buitenlandse firma, aankopen en in hunne inrichtingen voorhanden hebben.

§ 5. — De drankslijters moeten al de stukken, die hebben gediend tot het vervoer der door hen ontvangen sterke dranken, bewaren en achtereenvolgens naar den datum daarvan rangschikken.

Zij zijn*insgelijks verplicht een bijzonder register te houden, waarin zij al de ontvangen zendingen van sterke dranken achtereenvolgens naar den da-

les numéros des documents de transport, la nature, le nom et l'adresse des fournisseurs des produits et les quantités.

CHAPITRE II.

Régime fiscal de l'alcool.

ART. 4.

Les droits d'entrée sur les liquides alcooliques désignés ci-après et sur les conserves alimentaires à l'eau-de-vie sont fixés de la manière suivante :

Eaux-de-vie de toute espèce.

Par
hectolitre.

En cercles à 50 degrés ou moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade . . fr. 900

En cercles pour chaque degré au-dessus de 50 . . . fr. 18

En bouteille, sans distinction de degré . . . fr. 1,800

Liqueurs, sans distinction de degré . . . fr. 1,800

Boissons fabriquées au moyen de fruits secs (raisins, dattes, figues, etc.) avec ou sans addition de jus de raisins frais, ainsi que celles fabriquées à l'aide d'alcool, d'eau, de sucre, de matières colorantes, etc., avec ou sans addition de jus de fruits, dont la richesse alcoolique n'est pas supérieure à 15 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades . . . fr. 240

tum inschrijven met vermelding van de nummers der vervoerstukken, van den aard, den naam en het adres van de leveranciers der producten, alsmede van de hoeveelheden.

HOOFDSTUK II.

Fiscale regeling betreffende den alcohol.

ART. 4.

De invoerrechten op de hierna vermelde alcoholhoudende vloeistoffen en op de in brandewijn ingemaakte eetwaren worden vastgesteld als volgt :

Brandewijn van alle soorten.

Per
hectoliter.

Op fust, van 50 graden of minder van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer . . fr. 900

Op fust, voor elken graad boven 50 . . . fr. 18

Op flesschen, zonder onderscheid van graad . . . fr. 1,800

Likeuren, zonder onderscheid van graad . . . fr. 1,800

Dranken vervaardigd door middel van gedroogde vruchten (rozijnen, dadels, vijgen, enz.), met of zonder toevoeging van sap van verse druiven, alsmede de dranken vervaardigd door middel van alcohol, van water, van suiker, van kleurstoffen, enz., met of zonder toevoeging van vruchtensap, waarvan het alcoholgehalte niet hooger is dan 15 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer . fr. 240

Autres liquides alcooliques contenant en alcool.

	Par hecto- litre.
20 % ou moins fr.	360
Plus de 20 % et pas plus de 50 % fr.	900
Plus de 50 % fr.	1,800

Conserves alimentaires à l'eau-de-vie.

Par 100 kilogrammes. . fr.	900
----------------------------	-----

ART. 5.

Le taux des droits des produits importés sera mis en harmonie avec la taxe établie sur les produits indigènes.

ART. 6.

Les vins étrangers contenant plus de 21 % d'alcool suivent le même régime des liqueurs pour la perception des droits.

L'imposition des vins importés en bouteilles ne peut en aucun cas être inférieure à celle des vins importés autrement.

ART. 7.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcool, à raison de 800 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Par modifications à l'article 8 de la loi du 29 août 1919, la taxe sur les eaux-de-vie indigènes de toutes

Andere alcoholhoudende vloeistoffen hebbende een alcoholgehalte.

	Per hectoliter.
Van 20 t. h. of minder . fr.	360
Van meer dan 20 t. h. en niet meer dan 50 t. h. . . . fr.	900
Van meer dan 50 t. h. . . fr.	1,800

In brandewijn ingemaakte eetwaren.

Per 100 kilogram . . . fr.	900
----------------------------	-----

ART. 5.

Het bedrag der rechten op de ingevoerde producten zal in overeenstemming gebracht worden met de belasting geheven van de inlandsehe producten.

ART. 6.

Buitenlandsche wijn, die meer dan 21 t. h. alcohol bevat, volgt, voor het heffen der rechten, de regeling betreffende de likeuren.

De aanslag van wijn ingevoerd op flesschen mag in geen geval lager zijn dan die van wijn, op een andere wijze ingevoerd.

ART. 7.

Het accijnsrecht op den in het Rijk vervaardigten brandewijn wordt geheven van de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol, tegen 800 frank per hectoliter van 50 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 8.

§ 1. — Met wijziging van artikel 8 der wet van 29 Augustus 1919 wordt de belasting op den inlandschen brande-

espèces déclarées en consommation est portée de fr. 0.80 à 2 francs par litre d'eau-de-vie à 100 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

§ 2. — Si pendant la période d'une année suivant immédiatement le semestre de transition prévu au § 3 de l'article 8, la consommation par habitant dépassait 1 litre $\frac{1}{2}$ à 100 degrés, la taxe de 2 francs prévue au § 1^{er} de l'article 8 serait portée à 4 francs par litre à 100 degrés.

§ 3. — Afin de permettre la reconstitution des approvisionnements (stocks), pour la fixation de la quantité d'alcool de bouche consommée annuellement par habitant, il ne sera pas tenu compte des quantités produites et importées pendant le premier semestre qui suivra immédiatement la date de promulgation de la présente loi.

ART. 9.

Les taux de droits et de taxes fixés par les articles 7 et 8 sont applicables aux flegmes ou alcools indigènes dont l'existence sera constatée dans les distilleries, les usines de rectification et les entrepôts publics au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette disposition.

wijn van alle soort, ten verbruike aangegeven, gebracht van fr. 0.80 op 2 frank per liter brandewijn van 100 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

§ 2. — Mocht, gedurende de tijdruimte van een jaar onmiddellijk volgende op het overgangssementer voorzien bij § 3 van artikel 8, het verbruik per inwoner 1 $\frac{1}{2}$ liter van 100 graden overschrijden, dan zou de bij § 1 van artikel 8 bepaalde belasting van 2 frank gebracht worden op 4 frank per liter van 100 graden.

§ 3. — Om den voorraad (stocks) te kunnen herstellen, worden de hoeveelheden, vervaardigd en ingevoerd gedurende het eerste semester dat onmiddellijk volgt op den datum van afkondiging dezer wet, niet in aanmerking genomen tot bepaling van de hoeveelheid drinkalcohol, jaarlijks verbruikt per inwoner.

ART. 9.

De bedragen van recht en van belasting, bepaald bij de artikelen 7 en 8, zijn toepasselijk op de inlandsche flegma's of alcohol, waarvan het bestaan in de stokerijen, distilleerderijen en openbare stapelhuizen bij het in werking treden dezer wet zal worden vastgesteld.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd de noodige maatregelen te treffen om de uitvoering van deze bepaling te verzekeren.

*Modifications proposées à la loi du
29 août 1919 concernant les débits
de boissons fermentées.*

*Voorgestelde wijzigingen in de wet van
29 Augustus 1919 betreffende de slij-
terijen van gegiste dranken.*

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions concernant la tenue des
débits de boissons fermentées et spiri-
tueuses.

ARTICLE PREMIER.

§ 1^{er}. — Ne peuvent tenir un débit de
boissons fermentées et spiritueuses soit
par eux-mêmes, soit par personne inter-
posée, etc.

Supprimer le n° 6.

ART. 2.

§ 3. — Dans ce paragraphe rempla-
cer « cinq ans » par « dix ans ».

CHAPITRE II.

Taxe d'ouverture : taux, exigibilité
et dispositions diverses.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Une taxe annuelle de 20 %
de la valeur locative sera applicable à
partir de 1934 aux exploitants existant
avant le 29 août 1919. En cas de cession
ou de vente d'un débit dans la période
transitoire prenant fin en 1934, la taxe
de 20 % serait exigée.

EERSTE HOOFDSTUK.

Bepalingen betreffende het houden
der slijterijen van gegiste en sterke
dranken.

ART. 1, § 1.

Mogen niet, hetzij zelf, hetzij door
tusschenpersoon, gegiste en sterke dran-
ken in het klein verkoopen :

N° 6° te doen wegvallen.

ART. 2.

§ 3. — In deze paragraaf, « vijf jaar »
te vervangen door « tien jaar ».

HOOFDSTUK II.

Openingsbelasting : bedrag, opvorder-
baarheid en onderscheidene bepa-
lingen.

ART. 3.

§ 51. — Eene jaarlijksche belasting
van 20 t. h. op de huurwaarde wordt
vanaf 1934 geheven van de slijterijen
bestaande vóór 29 Augustus 1919. De
belasting van 20 t. h. is opvorderbaar
in geval van afstand of verkoop eener
slijterij gedurende het overgangstijd-
perk dat in 1934 eindigt.

La taxe actuelle du triple de la valeur locative sera maintenue pour l'ouverture de tout nouveau débit, sauf les cas de déplacement dans la même commune ou dans des localités différentes.

De huidige belasting bepaald op drie-maal de huurwaarde wordt gehandhaafd voor de opening van elke nieuwe slijterij, behalve wanneer het geldt eene overbrenging in dezelfde gemeente of in verschillende plaatsen.

.

JOSEPH PIERCO.

J. MAENHAUT.

CH. DE BRUYCKER.

S. WINANDY.

E. FLAGEY.

ALF. AMELOT.

la fraude et conséquemment les produits nocifs et enfin, pour qu'aucun des droits auxquels sont soumis les produits consommés, n'échappe au trésor public;

3° La mise en œuvre de tous les moyens en notre pouvoir pour combattre l'abus, c'est-à-dire l'alcoolisme.

Quant aux dispositions édictées par la seconde loi, c'est-à-dire celles concernant les débits de boissons, nous les maintenons volontiers dans leur ensemble, en atténuant certaines peines prévues, en prorogeant de cinq ans le temps accordé pour mettre les locaux en concordance avec les exigences de ladite loi et en préconisant, pour la perception de la taxe d'ouverture, un moyen qui ne portera aucun préjudice aux finances de l'État mais qui frappera moins durement l'intéressé.

JOSEPH PIERCO.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 JUNI 1922.

Wetsvoorstel tot wijziging der wetten van 29 Augustus 1919 op de regeling van het alcoholbedrijf en betreffende de slijterijen van gegiste dranken.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Uit de eenvoudige lezing van het eerste artikel der wet van 29 Augustus 1919 op de regeling van het alcoholbedrijf blijkt klaar, dat deze wet ongrondwettelijk is.

In de toepassing ervan stellen wij vast dat de fiscale regeling, waardoor de accijnsrechten van 4 frank op 16 frank den liter werden gebracht en de taxe van uitslaan van 20 op 80 centiem, de verbruiksvermindering, gezien deze zware verhooging der belasting, in hooge mate heeft verscherpt, vermindering welke reeds was ingetreden naar aanleiding van de toepassing der rechten in Juni 1896, in 1903, in Januari 1913 en in Juni 1913.

Deze onderscheidene prijsverhoogingen hadden reeds het gemiddeld verbruik met 50 t. h. doen dalen.

Dat is de ware reden der verbruiksvermindering van den alcohol in België. En alleen aan die oorzaak zijn de ontstane verbeteringen toe te schrijven, waarvan men herhaaldelijk zoo graag gewag maakt in de statistieken, niet zelden opgemaakt om in te slaan bij de openbare meening en om eene geliefde stelling te verdedigen.

Hadde de wetgever van 1919 het bij dezen eenvoudigen fiscalen maatregel gelaten, dan hadden wij niet dan weldaden te boeken gehad. Dezelfde wet bevat ongelukkiglijk ook een verbod; zij verbiedt namelijk den verkoop van sterke dranken in de koffiehuisen, de gasthoven, de spijshuizen, enz. Dit heilloos verbod gaf aanleiding tot al het kwaad. Inderdaad, het maakte een ernstigen inbreuk op de persoonlijke vrijheid en op de handelsvrijheid en heeft aldus, zooals trouwens altijd, en vooral in België, een geest van opstand en weerspannigheid geschapen. Dit verbod heeft ongeveer 200,000 gezinnen van eerlijke handeldrijvers gedeeltelijk van hunne broodwinning beroofd en ze, zonder vergoeding, uit een bezit gedreven, dat zij door hun werk en spaarzaamheid hadden verworven.

Deze wet heeft eenvoudig de verbruiksplaats veranderd en ze overgebracht van het koffiehuis naar het gezin waar de vader het slechte voorbeeld geeft. Zij was een spoorslag tot grooter verbruik, daar zij verbiedt minder dan 2 liter te gelijk te koopen, hetgeen overigens den kostenden prijs van het druppeltje merkelyk dalen doet.

De smokkelhandel werd er door aangewakkerd, terwijl, anderzijds, tal van geheime stokerijen tot stand kwamen, die aanzienlijke hoeveelheden onzuivere en valsche producten in omloop brachten, die zeer nadeelig zijn voor de gezondheid en aan de belasting ontsnappen.

Meer dan 12,000 slijters werden veroordeeld tot straffen waarvan de strengheid schier altijd en verre de belangrijkheid der overtreding overtreft. Op groote schaal werd het eertijds in ons land weinig gekende gebruik van geestverdoovende en bedwelmende middelen uitgebreid ten nadeele van de volksgezondheid.

De middelen door de agenten gebruikt tot het beteugelen der overtredingen, zijn waarlijk, dank zij deze wet, verachtelyk geworden en gansch een leger spioenen en verplikkers is uit den grond opgerezen.

En dit alles zonder noodzakelykheid hoegenaamd om het nagestreefde doel te bereiken, vermits men enkel de verbruiksvermindering op het oog heeft en uit de ervaring blijkt, dat deze door den prijs wordt geregeld.

De prijs is, overigens, de eenige goede regelaar, vermits men hem gemakkelijk toepast, verhoogt of vermindert in verhouding tot de noodwendigheden welke blijken uit de verbruiksstatistieken.

Deze toepassing maakt geen inbreuk op de vrijheid en heeft geen enkel nadeelig gevolg, en, zooals de ervaring leert, treedt zij onmiddellyk en zeker in werking.

In verband met onzen economischen toestand en met de sterk afgeteekende strekking tot vermindering van elkeens bestaansmiddelen zal de prijs, zonder vooralsnog te veranderen, betrekkellyk stijgen in de toekomst. Ten einde echter de gemeenten te begunstigen, stellen wij voor, de taxe van 80 centiem op 2 frank per liter te brengen.

Hoogere taxe zou gelijkstaan met een verbod. Nu, wij wenschen het gematigd gebruik van den goeden alcohol te handhaven. Geen enkele wetenschappelyke en medische autoriteit betwist, overigens, den gunstigen invloed van het gematigd gebruik van goede sterke dranken op gezonde personen, noch het ontegensprekelyk nut ervan, wanneer besmettelijke ziekten heerschen. Sterk gaande op deze beschouwing welke al de overige in de schaduw stelt, vragen wij het behoud van eene aanzienlyke nationale industrie en de herstelling van een bedrijf dat de bestaansmiddelen verschaft aan meer dan een millioen Belgen.

Diensvolgens betreffen de door ons voorgestelde wijzigingen in de beide wetten van 29 Augustus 1919, de navolgende punten :

1^o Het weder invoeren van de toelating om sterke dranken in de openbare plaatsen te verkoopen ;

2^o Het verscherpen van het toezicht bij den alcoholstoker, bij den likeurfabrikant en bij den slijter, ten einde er toe te komen nog slechts volstrekt

zuivere producten aan het verbruik te leveren, het bedrog geheel te doen verdwijnen en daarmede ook de nadeelige producten, en ten slotte om te verhinderen dat een der rechten, waar de verbruiksproducten aan onderworpen zijn, aan 's Lands Schatkist worde onttrokken;

3° Alle mogelijke middelen in het werk stellen om het misbruik, dat is het alcoholisme, te bestrijden.

De bepalingen der tweede wet, namelijk die betreffende de drankslijterijen, willen wij graag handhaven met verzachting van sommige voorziene straffen; met den verleenden termijn, om de lokalen in regel te brengen met de vereischten der wet, met vijf jaar te verlengen; en met het opsporen van een middel, voor het innen der openingstaxe, dat geen nadeel toebrengen zal aan 's Lands financiën, doch den belanghebbende minder zwaar treffen zal.

PIERCO.
